MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
****
DIRECTION DE CABINET
****
DIRECTION GENERALE DU BUDGET
****

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail
****

14 FEV 2025

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2024

INTRODUCTION

Le présent rapport fait le point de l'exécution du budget de l'état au titre de l'année 2024. Il s'inscrit dans les obligations de la transparence et de la redevabilité des autorités financières à l'égard des responsables politico-administratifs, des partenaires techniques et financiers, ainsi que du public.

Ainsi, il décrit dans un premier temps le contexte dans lequel la Loi des finances a été élaborée, ensuite analyse l'exécution du budget à fin décembre 2024 débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2024

i) L'environnement économique international en 2023 et les perspectives en 2024

L'environnement économique national reste marqué par les réformes économiques et financières soutenues par la conclusion en date du 1er Juillet 2024, de la deuxième revue du programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI. Les efforts du Gouvernement dans le domaine de la mobilisation des recettes, de la lutte contre la corruption, ainsi que de la transparence et la gestion des finances publiques demeurent essentiels.

La perspective macroéconomique à moyen terme demeure le redressement progressif de notre économie, avec une amélioration de l'approvisionnement progressif et continu du marché national en produits pétroliers, un renforcement des politiques conformes aux engagements du programme, et une reprise du soutien des donateurs. Le Produit intérieur Brut réel devait croitre de 1,4% en 2024, si nous renforçons la gouvernance et notre environnement des affaires plus attractif pour attirer des donateurs et les investisseurs privés. L'inflation devrait progressivement diminuer vars le critère de convergence de 3% de la sous-région (CEMAC).

D'après les prévisions de référence du FMI, la croissance mondiale devrait se stabiliser en 2024 pour la première fois depuis trois ans, mais à un niveau relativement faible par rapport aux tendances historiques récentes. L'inflation devrait refluer à 3% en 2024, puis 2,9% en 2025. Cette baisse reste cependant inférieure aux projections établies il y'a six mois. Cette situation pourrait inciter les banques centrales des principales économies avancées à retarder les baisses des taux directeurs. Ainsi, dans l'hypothèse de taux d'intérêt durablement élevés, le durcissement des conditions financières mondiales se traduirait par une croissance beaucoup plus faible dans les économies en développement.

Aux Etats-Unis, la croissance économique à progresser de 1,3% au premier trimestre 2024, contrairement aux premières estimations qui étaient pour une croissance de 1,6%.

En Chine, la croissance du PIB réel au premier trimestre 2024 a été de 1,6% après un gain de 1,2% au dernier trimestre 2023.

En Europe, l'économie a rebondi de 0,3% au premier trimestre 2024, après une légère récession à la faveur d'une amélioration dans les grandes économies de la zone, renforçant les attentes d'une première baisse des taux de la Banque Centrale européenne en Juin.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait remonter à 3,5% en 2024 et à environ 4% par an en 2025-2026, grâce à une atténuation des pressions inflationnistes qui devraient permettre une baisse des taux d'intérêt.

Dans la Zone CEMAC, le taux de croissance attendue en 2024 est de 3,4% son plus haut niveau jamais atteint depuis une décennie. Cette projection est soutenue principalement par la bonne tenue des activités non pétrolières, dont la croissance est annoncée à 4,1% au cours de l'année 2024.

Sur le plan national, l'économie devrait croître de 1,4% en 2024, soit une hausse par rapport à la croissance de 0,7% enregistrée en 2023, tandis que l'inflation devrait graduellement diminuer au cours des années suivantes. Ces projections reposent sur l'accélération des réformes du marché des produits pétroliers.

ii) Les facteurs explicatifs du projet de loi de finances rectificative 2024

Après six mois d'exécution du budget de l'exercice 2024, un changement est intervenu dans le contexte macroéconomique. De nouvelles informations pouvant impacter l'exécution du budget pour le reste de l'année sont apparues, nécessitant de ce fait une révision des prévisions budgétaires. Face à cette situation, le Gouvernement a décidé de soumettre à l'examen de l'Assemblée nationale un collectif budgétaire qui soit conforme au nouveau contexte. Cette révision du budget de l'Etat s'appuie sur les faits majeurs suivants :

- La nécessité de prendre en compte les financements extérieurs dont les conventions ont été signées après la promulgation de la Loi des Finances initiale 2024 ;
- L'inscription des nouvelles dispositions relatives aux ressources domestiques ;
- La prise en charge des échéances électorales ;
- La nécessité de renflouer les crédits de certaines lignes budgétaires sensibles.

C'est dans ce contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du Collectif budgétaire 2024 ont été arrêtées.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie du Collectif budgétaire 2024 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires du Collectif 2024 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2024
Ressources budgétaires	**292 770 000**
Ressources propres	**162 500 000**
Douanes	67 500 000
Impôts	65 500 000
Trésor	29 500 000
Ressources extérieures	**130 270 000**
Appuis budgétaires	33 400 000
Appuis projets	96 870 000
Dons projets	90 960 000
Emprunts projets	5 910 000
Charges Budgétaires	**322 591 603**
Dépenses primaires	**210 484 223**
Dépenses de Personnel	96 169 056
Dépenses de Biens et Services	47 986 577
Dépenses de transfert	50 452 223
Investissement sur ressources propres	15 876 367
Charges Financières	**15 237 380**
Financement Extérieur	**96 870 000**
Solde budgétaire global	**- 29 821 603**

Source : LFR 2024

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie du Collectif Budgétaire 2024 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2024
Ressources de trésorerie	**150 000 000**
Titres publics	150 000 000
Charges de trésorerie	**97 854 660**
Remboursements emprunts extérieurs	5 811 660
Remboursements dette intérieure	3 657 000
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000
Remboursements Titres publics	33 900 000
Rachat des échéances de l'année 2025	30 000 000
Remboursement des arriérés	3 460 000
Solde de Trésorerie	**52 145 340**

Source : LFR 2024

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires

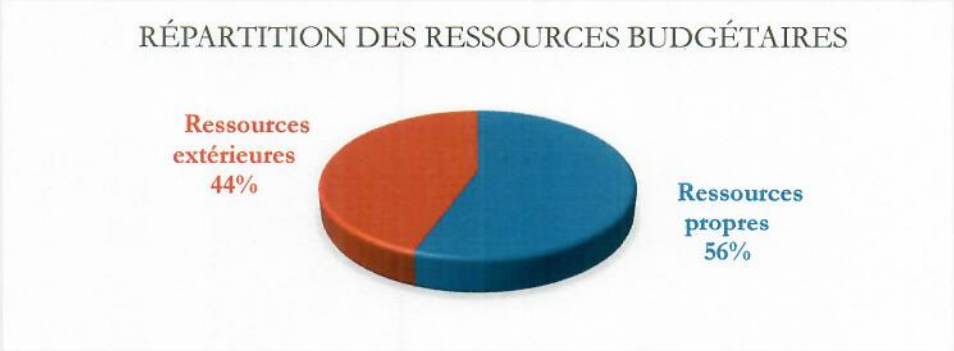
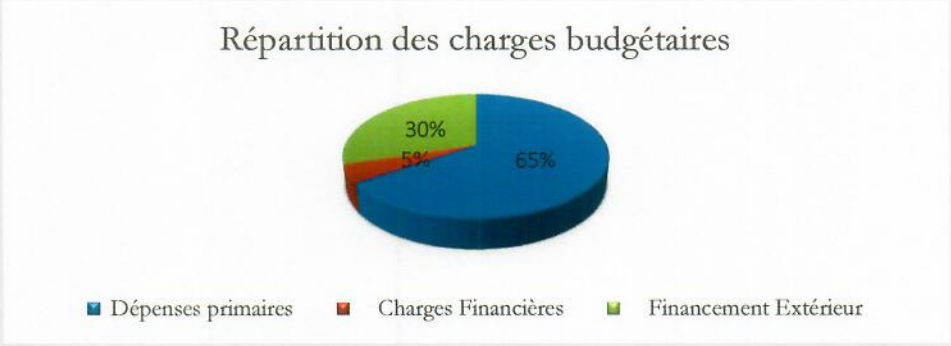


Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

A fin décembre 2024, sur une prévision annuelle de 292,77 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires sont mobilisées à hauteur de 251,81 milliards de francs CFA constituées

de ressources propres (158,13 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (93,68 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 86,01%. En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 5,65% a été constatée. Cette hausse se justifie essentiellement par une augmentation des recettes domestiques.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires à fin décembre 2024 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires à la fin de l'année 2024 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2023	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin décembre 2024	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	**238 352 980**	**292 770 000**	**124 031 193**	**127 780 850**	**251 812 043**	**86,01%**
Ressources propres	**132 495 000**	**162 500 000**	**80 720 000**	**77 415 999**	**158 135 999**	**97,31%**
Douanes	50 043 000	67 500 000	26 921 000	27 227 999	54 148 999	**80,22%**
Impôts	54 271 000	65 500 000	31 852 000	25 947 000	57 799 000	**88,24%**
Trésor	28 181 000	29 500 000	21 947 000	24 241 000	46 188 000	**156,57%**
Ressources extérieures	**105 857 980**	**130 270 000**	**43 311 193**	**50 364 851**	**93 676 044**	**71,91%**
Appuis budgétaires (DTS FMI)	62 152 000	33 400 000	22 090 000	25 892 000	47 982 000	**143,66%**
Appuis projets	43 705 980	96 870 000	21 221 193	24 472 851	45 694 044	**47,17%**
Dons projets	43 058 132	90 960 000	21 221 193	24 307 198	45 528 391	**50,05%**
Emprunts projets	647 848	5 910 000		165 653	165 653	**2,80%**

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT), MEPCI

1) Les ressources propres

A la fin de l'année 2024, les différentes régies ont mobilisé la somme de 158,13 milliards de francs sur une prévision de 162,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 97,31%, proche de la cible visée. En comparaison à la mobilisation de fin décembre 2023, une hausse de 19,35% a été constatée. Cette hausse se justifie par les efforts déployés par toutes les différentes régies.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➢ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

A fin décembre 2024, la DGDDI a recouvré la somme de 54,15 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 67,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 80,22% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 8,20% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2023	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin décembre 2024	Taux de réalisation
Recettes fiscales	43 572 693	58 649 979	22 312 401	23 216 172	45 528 573	77,63%
Droits de sorties	1 827 119	895 848	729 555	412 080	1 141 635	127,44%
Amendes et pénalités	952 503	163 372	1 003 498	796 486	1 799 984	1101,77%
Recettes affectées	3 191 460	6 173 564	2 158 250	2 032 050	4 190 300	67,87%
Autres Recettes	499 225	1 617 237	717 297	771 210	1 488 507	92,04%
TOTAL	**50 043 000**	**67 500 000**	**26 921 001**	**27 227 999**	**54 149 000**	**80,22%**

Sources : **DGDDI et DGTCP (PLT)**

➢ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Au 31 décembre 2024, sur une prévision de 65,50 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré un montant de 57,80 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 88,24%, inférieur à la cible souhaitée. Il faut souligner que le niveau de recouvrement devait être plus important si les retenues sur salaires étaient comptabilisées sur les performances de la DGID.

En comparaison au niveau de recouvrement au 31 décembre de l'année dernière, une hausse de 6,50% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique à fin décembre 2024 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2023	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin décembre 2024	Taux de réalisation
Recettes fiscales	49 047 489	57 942 000	27 212 112	24 322 876	51 534 988	88,94%
Recettes non fiscales	4 529 699	5 911 250	3 755 467	1 244 818	5 000 285	84,59%
Recettes sur exercices antérieurs	30 405	517 750	623 360	91 740	715 100	138,12%
Produits divers et exceptionnels	663 407	1 129 000	261 061	287 566	548 627	48,59%
TOTAL	**54 271 000**	**65 500 000**	**31 852 000**	**25 947 000**	**57 799 000**	**88,24%**

Sources : **DGID et DGTCP (PLT)**

➢ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

A fin décembre 2024, la DGTCP a mobilisé au total 46,19 milliards de francs CFA sur une prévision de 29,50 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de plus de 156%

largement supérieur à la cible souhaitée. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 63,90% a été constatée. Cette hausse s'explique par une augmentation importante des recettes non fiscales.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin décembre 2024 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 31 décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2023	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à fin Décembre 2024	Taux réalisation
Recettes non fiscales	13 513 000	21 800 000	14 746 125	18 725 875	33 472 000	153,54%
Produits exceptionnels	9 879 000	2 500 000	5 401 567	5 071 692	10 473 259	418,93%
Taxes et Redevances	2 911 000	4 400 000	682 103	443 433	1 125 536	25,58%
Produits financiers	1 878 000	800 000	1 117 205		1 117 205	139,65%
TOTAL	**28 181 000**	**29 500 000**	**21 947 000**	**24 241 000**	**46 188 000**	**156,57%**

Source : **DGTCP (PLT)**

2) Les ressources extérieures

Au 31 décembre 2024, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 93,68 milliards de francs CFA sur une prévision de 130,27 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 71,91%.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (47,98 milliards de francs CFA) et des Appuis-projets (45,69 milliards de francs CFA).

En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une baisse de 11,51% a été constatée.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

Au 31 décembre 2024, sur une prévision annuelle de 322,59 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 238,33 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 73,88%. En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière, une baisse de 4,06% a été constatée.

Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 31 décembre 2024 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 31 décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2023	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin décembre 2024	Taux de réalisation
CHARGES BUDGETAIRES	**248 404 783**	**322 591 603**	**108 926 583**	**129 401 091**	**238 327 674**	**73,88%**
Charges Financières	**3 548 345**	15 237 380	-		-	0,00%
Personnel	95 719 370	96 169 056	46 825 491	49 205 184	96 030 675	99,86%
Biens et Services	49 504 487	47 986 577	12 429 259	24 647 002	37 076 261	77,26%
Transferts et subventions	48 909 630	50 452 223	21 341 499	26 155 305	47 496 804	94,14%
Investissement	**50 722 951**	**112 746 367**	**28 330 334**	**29 393 600**	**57 723 934**	51,20%
Sur ressources propres	7 016 971	15 876 367	7 109 141	4 920 749	12 029 890	75,77%
Sur ressources extérieures	43 705 980	96 870 000	21 221 193	24 472 851	45 694 044	47,17%

Sources : DGB et MEPCI

II.2.1) Les dépenses ordinaires

a) Les charges Financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. A fin décembre 2024, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

b) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 96,17 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel à fin décembre 2024 s'élèvent à hauteur de 96,03 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 99,86%, proche de la cible souhaitée.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une légère hausse de 0,33% a été constatée.

c) Les dépenses des biens et services

A fin décembre 2024, sur une prévision de 47,99 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 37,08 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77,26%. En comparaison à l'exécution à fin décembre 2023, une baisse de 25,11% a été observée.

d) Les dépenses de transferts

A fin décembre 2024, les dépenses de transferts sont exécutées à l'ordre de 47,50 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 50,45 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 94,14%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une baisse de 2,89% a été constatée.

II.2.2) Les dépenses d'investissement

A fin décembre 2024, les dépenses d'investissement sont exécutées à hauteur de 57,72 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 112,75 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,20%. On distingue les dépenses d'investissement sur ressources propres et celles sur ressources extérieures.

Au cours de cette période, les dépenses d'investissement sur ressources propres ont été exécutées à l'ordre de 12,03 milliards de francs CFA sur une prévision de 15,88 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 75,77%.

S'agissant des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 45,69 milliards de francs CFA sur une prévision de 96,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 47,17%.

A titre de comparaison par rapport à l'exercice budgétaire de l'année dernière, l'exécution des dépenses d'investissement a connu une hausse de 13,80%.

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Au cours de l'année 2024, le Gouvernement a prévu de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 150 milliards de francs CFA constituées uniquement de Titres publics (Bon de Trésor) en vue de combler le déficit budgétaire. A fin décembre 2024, le montant de 154,93 milliards de francs CFA a été mobilisé représentant un taux de mobilisation de 103,29%.

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 31 décembre 2024, sur une prévision de 97,85 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 161,19 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de plus de 160%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 31 décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à fin décembre 2024	Taux
Charges de trésorerie	**97 854 660**	**33 935 000**	**43 658 000**	**161 186 000**	**164,72%**
Remboursements emprunts extérieurs	5 811 660	5 329 000	5 300 000	10 629 000	182,89%
Remboursements dette intérieure	3 657 000	28 606 000	35 758 000	64 364 000	1760,02%
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000	-	2 600 000	2 600 000	12,37%
Remboursements Titres publics	33 900 000	45 236 000	38 357 000	83 593 000	
Rachat des échéances de 2005	30 000 000				
Remboursement des arriérés	3 460 000				

Source : **DGTCP (PLT)**

IV) ANALYSE DES DEPENSES SPECIFIQUES

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 31 décembre 2024, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 7,24 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 31 décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Exécution OP à fin décembre 2023	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin Décembre 2024	Taux d'exécution
Charges Financières	-	15 237 380			-	0,00%
Biens et services	9 125 174	47 986 577	3 446 822	2 086 174	5 532 996	11,53%
Intervention	1 326 588	50 452 223	1 360 605	346 926	1 707 531	3,38%
Investissement sur BEC	-	15 876 367			-	0,00%
Total	**10 451 762**	**129 552 547**	**4 807 427**	**2 433 100**	**7 240 527**	**5,59%**

Source : **DGB**

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Pour l'année 2024, les secteurs prioritaires du Gouvernement sont la Défense, la Sécurité, les Infrastructures, l'Education et la Santé.

A fin décembre 2024, aucun des secteurs pourtant prioritaires n'a atteint un niveau d'exécution de 60%.

Seul le secteur de la ***« Protection sociale »*** affiche un niveau d'exécution satisfaisant atteignant 86,59% de taux d'exécution.

Les secteurs de la ***« Protection de l'environnement »*** et ***« Loisirs, culture et culte »*** ont affiché un niveau d'exécution respectivement de 59,65% et 72,30%.

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 31 décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision LF	Engagé	Taux
01	Services généraux des administrations publiques	211 584 591	90 204 529	42,63%
02	Défense	24 087 310	13 814 487	57,35%
03	Ordre et sécurité publics	13 910 241	6 223 189	44,74%
04	Affaires économiques	36 748 443	1 721 019	4,68%
05	Protection de l'environnement	101 000	60 251	59,65%
06	Logements et équipements collectifs	1 567 750	844 991	53,90%
07	Santé	6 459 595	2 836 326	43,91%
08	Loisirs, culture et culte	2 121 057	1 533 495	72,30%
09	Enseignement	23 284 519	12 292 858	52,79%
10	Protection sociale	232 683	201 472	86,59%
TOTAL GENERAL		**320 097 189**	**129 732 617**	**40,53%**

Source : **DGB**

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 103,50 milliards de francs CFA et leur exécution à fin décembre 2024 se chiffre à 53,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,97%.

Par ailleurs, les tableaux recapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

Au 31 décembre 2024, l'exécution des dépenses de la charge du personnel s'élève à hauteur de 22,82 milliards de francs CFA sur une prévision de 25,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 88,03%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 11,35 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services du secteur social se chiffre à 8,66 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 76,31%.

c) Transferts

A fin décembre 2024, sur une prévision annuelle de 9,36 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts a atteint le montant de 6,98 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 74,58%.

d) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 31 décembre 2024 s'élève à 15,33 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 56,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 26,95%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales à fin décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin Décembre 2024	Taux d'exécution
Education	**31 195 074**	**11 421 791**	**12 128 100**	**23 549 891**	**75,49%**
Titre II : Personnel	18 360 843	8 102 859	8 282 870	16 385 729	89,24%
Titre III : Biens et Services	3 445 231	1 708 318	1 270 707	2 979 025	86,47%
Titre IV : Transferts	3 392 000	1 065 618	1 955 339	3 020 957	89,06%
Titre V : Investissements	5 997 000	544 996	619 184	1 164 180	19,41%
Sur ressources propres	1 237 000	544 996	619 184	1 164 180	94,11%
Sur ressources extérieures	4 760 000	-	-	-	**0,00%**
Santé	**22 439 022**	**7 394 977**	**5 990 355**	**13 385 332**	**59,65%**
Titre II : Personnel	5 073 162	2 127 574	1 881 350	4 008 924	79,02%
Titre III : Biens et Services	6 778 342	986 834	3 757 030	4 743 864	69,99%
Titre IV : Transferts	2 917 000	1 164 107	278 633	1 442 740	49,46%
Titre V : Investissements	7 670 518	3 116 462	73 343	3 189 805	41,59%
Sur ressources propres	170 518	60 493	73 343	133 836	78,49%
Sur ressources extérieures	7 500 000	3 055 969	-	3 055 969	40,75%
Action Humanitaire	**959 287**	**244 223**	**501 177**	**745 400**	**77,70%**
Titre II : Personnel	270 874	135 099	162 541	297 640	109,88%
Titre III : Biens et Services	132 663	35 942	56 341	92 283	69,56%
Titre IV : Transferts	522 750	73 182	196 378	269 560	51,57%
Titre V : Investissements	33 000	-	85 917	85 917	260,36%
Sur ressources propres	33 000	-	4 999	4 999	15,15%
Sur ressources extérieures			80 918	80 918	
Promotion du Genre	**3 043 947**	**303 545**	**1 491 582**	**1 795 127**	**58,97%**
Titre II : Personnel	410 397	185 928	181 756	367 684	89,59%
Titre III : Biens et Services	145 950	31 928	87 901	119 829	82,10%
Titre IV : Transferts	279 600	35 702	241 624	277 326	99,19%
Titre V : Investissements	2 208 000	49 987	980 300	1 030 287	46,66%
Sur ressources propres	108 000	49 987	49 872	99 859	92,46%
Sur ressources extérieures	2 100 000		930 428	930 428	**44,31%**
Développement Rural	**28 012 107**	**5 595 361**	**5 460 809**	**11 056 170**	**39,47%**
Titre II : Personnel	808 648	384 954	396 347	781 301	96,62%
Titre III : Biens et Services	300 787	36 194	206 145	242 339	80,57%
Titre IV : Transferts	1 853 665	823 125	864 515	1 687 640	91,04%
Titre V : Investissements	25 049 007	4 351 088	3 993 802	8 344 890	33,31%
Sur ressources propres	1 029 007	371 674	126 442	498 116	48,41%
Sur ressources extérieures	24 020 000	3 979 414	3 867 360	7 846 774	32,67%
Elevage et Santé Animale	**1 764 868**	**316 375**	**356 637**	**673 012**	**38,13%**
Titre II : Personnel	422 843	201 390	209 272	410 662	97,12%

Titre III : Biens et Services	132 025	31 994	73 390	105 384	79,82%
Titre IV : Transferts	133 500	40 000	47 500	87 500	65,54%
Titre V : Investissements	1 076 500	42 991	26 475	69 466	6,45%
Sur ressources propres	76 500	42 991	26 475	69 466	90,81%
Sur ressources extérieures	1 000 000		-	-	**0,00%**
Energie	**15 572 048**	**686 827**	**1 392 987**	**2 079 814**	**13,36%**
Titre II : Personnel	281 482	135 793	131 289	267 082	94,88%
Titre III : Biens et Services	371 166	217 434	125 883	343 317	92,50%
Titre IV : Transferts	134 400	33 600	33 600	67 200	50,00%
Titre V : Investissements	14 785 000	300 000	1 102 215	1 402 215	9,48%
Sur ressources propres	1 585 000	300 000	350 000	650 000	41,01%
Sur ressources extérieures	13 200 000		752 215	752 215	
PME-PMI	**510 615**	**238 688**	**263 394**	**502 082**	**98,33%**
Titre II : Personnel	292 433	149 323	148 946	298 269	102,00%
Titre III : Biens et Services	40 750	15 870	16 609	32 479	79,70%
Titre IV : Transferts	130 000	37 160	92 840	130 000	100,00%
Titre V : Investissements	47 432	36 335	4 999	41 334	87,14%
Sur ressources propres	47 432	36 335	4 999	41 334	87,14%
Sur ressources extérieures	-	-		-	
Total Personnel	**25 920 682**	**11 422 920**	**11 394 371**	**22 817 291**	**88,03%**
Total Biens et Services	**11 346 914**	**3 064 514**	**5 594 007**	**8 658 521**	**76,31%**
Total Transferts	**9 362 915**	**3 272 494**	**3 710 429**	**6 982 923**	**74,58%**
Total Investissements	**56 866 457**	**8 441 859**	**6 886 235**	**15 328 094**	**26,95%**
Sur ressources propres	**4 286 457**	**1 406 476**	**1 255 314**	**2 661 790**	**62,10%**
Sur ressources extérieures	**52 580 000**	**7 035 383**	**5 630 921**	**12 666 304**	**24,09%**
TOTAL GENERAL	**103 496 968**	**26 201 787**	**27 585 041**	**53 786 828**	**51,97%**

Sources : **DGB et MEPCI**

V) ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA GESTION BUDGETAIRE.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 31 décembre 2024, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 272,47 milliards de francs CFA et 238,33 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 34,14 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 158,14 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires, elles se chiffrent à hauteur de 192,63 milliards de francs CFA, dégageant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 34,50 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 31 décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Prévision Collectif 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à Fin décembre 2024	Taux de réalisation
RESSOURCES	292 770 000	124 031 194	148 435 850	272 467 044	93,07%
Ressources propres	**162 500 000**	**80 720 001**	**77 415 999**	**158 136 000**	**97,31%**
Douanes	67 500 000	26 921 001	27 227 999	54 149 000	**80,22%**
Impôts	65 500 000	31 852 000	25 947 000	57 799 000	**88,24%**
Trésor	29 500 000	21 947 000	24 241 000	46 188 000	**156,57%**
Ressources extérieures	**130 270 000**	**43 311 193**	**71 019 851**	**114 331 044**	**87,76%**
Appuis budgétaires	33 400 000	22 090 000	46 547 000	68 637 000	**205,50%**
Appuis projets	96 870 000	21 221 193	24 472 851	45 694 044	**47,17%**
Dons projets	90 960 000	21 221 193	24 307 198	45 528 391	**50,05%**
Emprunts projets	5 910 000		165 653	165 653	**2,80%**
CHARGES	322 591 603	108 926 583	129 401 091	238 327 674	73,88%
Dépenses primaires	**210 484 223**	**87 705 390**	**104 928 240**	**192 633 630**	**91,52%**
Personnel	96 169 056	46 825 491	49 205 184	96 030 675	**99,86%**
Biens et Services	47 986 577	12 429 259	24 647 002	37 076 261	**77,26%**
Transferts et subventions	50 452 223	21 341 499	26 155 305	47 496 804	**94,14%**
Investissement sur ressources propres	15 876 367	7 109 141	4 920 749	12 029 890	**75,77%**
Charges Financières	15 237 380		-	-	**0,00%**
Financements extérieurs	96 870 000	**21 221 193**	**24 472 851**	**45 694 044**	**47,17%**
Solde budgétaire global	**- 29 821 603**	**15 104 611**	**19 034 760**	**34 139 371**	
Solde primaire	**- 47 984 223**	**- 6 985 389**	**- 27 512 241**	**- 34 497 630**	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP (PLT), MEPCI

V.2. Solde de trésorerie

A fin décembre 2024, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 154,93 milliards de francs CFA et 161,19 milliards de francs CFA ; ce qui donne un solde de trésorerie déficitaire d'un montant de 6,25 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie à fin décembre 2024 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 2e Semestre 2024	Réalisations à fin décembre 2024	Taux
Ressources de trésorerie	**150 000 000**	**76 824 000**	**78 111 000**	**154 935 000**	**103,29%**
Titres publics	150 000 000	76 824 000	78 111 000	154 935 000	103,29%
Charges de trésorerie	**97 854 660**	**33 935 000**	**43 658 000**	**161 186 000**	164,72%
Remboursements emprunts extérieurs	5 811 660	5 329 000	5 300 000	10 629 000	182,89%
Remboursements dette intérieure	3 657 000	28 606 000	35 758 000	64 364 000	1760,02%
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000	-	2 600 000	2 600 000	12,37%
Remboursements Titres publics	33 900 000	45 236 000	38 357 000	83 593 000	
Rachat des échéances de 2005	30 000 000				
Remboursement des arriérés	3 460 000				
Solde de Trésorerie	**52 145 340**	**42 889 000**	**34 453 000**	**- 6 251 000**	

Source : DGTCP (PLT)

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

1) Difficultés rencontrées dans l'exécution budgétaires au cours de l'année 2024

Les principales difficultés qui ont affectées l'exécution budgétaires comprennent :

a) Problèmes d'infrastructures et de réseau informatique :

- L'instabilité des infrastructures électriques entraine des interruptions fréquentes, perturbant le réseau informatique essentiel pour l'utilisation du logiciel de gestion budgétaire et comptable Sim_ba, limitant ainsi l'efficacité et la régularité des opérations financières.

b) Faible mobilisation des recettes domestiques :

- Malgré une hausse comparée à l'année précédente, le taux de recouvrement des recettes demeure en deçà des objectifs, particulièrement pour la Direction Générale des Douanes (80,22%). Ce faible niveau de mobilisation limite les ressources disponibles pour couvrir les dépenses courantes de l'Etat.

c) Dépenses budgétaires sous-exécutées :

- A la fin de l'année 2024, les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 73,88% des prévisions annuelles, bien en deçà des objectifs fixés, avec notamment des investissements sur ressources extérieures qui n'ont atteint qu'un taux de réalisation de 47,17%. Cette sous-exécution affecte la mise en œuvre des projets prioritaires pour le développement socio-économique.

d) Manque de transparences et de suivi sur certaines charges financières :

- Aucune régularisation des charges financière n'a été effectuée pour cette période, en raison d'un manque d'information disponible. Ce manque de transparence limite la visibilité sur les engagements financiers de l'Etat.

2) Perspectives

Afin d'améliorer l'exécution budgétaire et de pallier les difficultés rencontrées, les actions suivantes sont proposées :

a) Renforcement des infrastructures électriques et informatiques :

- Investir dans les solutions énergétiques de secours (générateurs ou dispositifs de stockages d'énergie) pour assurer la continuité des activités sur le logiciel Sim_ba.
- Etendre et stabiliser l'accès au réseau dans les administrations financières pour améliorer la saisie et le suivi en temps réel des opérations budgétaires.

b) Accélérations des réformes fiscalo-douanières pour optimiser la collecte des recettes :

- L'Etat pourrait envisager des mesures de contrôle renforcé afin de réduire les exonérations et collecter d'avantages de recettes, particulièrement dans les secteurs de Douanes et des Impôts où les taux de recouvrement restent faibles.

c) Suivi renforcé des dépenses d'investissement et des charges régaliennes :

- Etablir un mécanisme de suivi pour les dépenses d'investissement, afin de remédier aux retards dans l'exécution des projets d'infrastructures prioritaires.
- Rationnaliser les dépenses et prioriser les projets socio-économiques (santé, éducation, infrastructures) en fonction de leur niveau de réalisation pour améliorer l'impact global du budget.

d) Amélioration de la transparence et du suivi des charges financières :

- Mettre en place un calendrier de régularisation des charges financières, en collaboration avec la Direction Générale du Budget, afin d'assurer une visibilité claire et une meilleure gestion des flux financiers.

Ces recommandations visent à améliorer l'exécution budgétaire et à renforcer la transparence et l'efficience dans la gestion des finances publiques.

Ministère des Finances et du Budget
Le Directeur Général
Direction Générale du Budget

Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

Annexe 1 : Dépenses du personnel à fin décembre 2024

Institution / Ministère	Charges de personnel		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 588 245	3 588 245	3 554 706
ASSEMBLEE NATIONALE	185 010	185 010	243 809
PRIMATURE	1 342 478	1 342 478	1 228 255
COUR CONSTITUTIONNELLE	439 118	439 118	306 098
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	112 583	112 583	255 510
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	120 791	120 791	167 691
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	113 957	113 957	118 516
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	172 345	172 345	283 877
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	602	602	1 365
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	420 100	420 100	494 853
MINISTERE DE LA JUSTICE	3 800 551	3 800 551	4 265 745
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 439 054	1 439 054	1 450 498
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	3 584 870	3 584 870	2 745 355
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	36 354 042	36 354 042	35 992 688
MINISTERE CHARGE DU DDRR	195 677	195 677	159 195
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 679 618	8 679 618	8 717 444
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	5 517 693	5 517 693	4 790 158
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	602 000	602 000	611 737
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	999 840	999 840	493 680
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	246 300	246 300	312 906
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	11 867 628	11 867 628	11 921 717
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 847 115	4 847 115	4 723 965
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	313 375	313 375	314 238
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	463 386	463 386	325 301
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	4 421 092	4 421 092	4 225 835
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	255 920	255 920	245 680
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	340 630	340 630	339 927
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	405 527	405 527	337 088
MINISTERE DE L'URBANISME	400 170	400 170	460 555
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	385 036	385 036	387 783
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	337 814	337 814	326 329

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	248 886	248 886	255 855
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	427 158	427 158	477 650
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	561 720	561 720	519 621
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	275 462	275 462	283 360
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	731 945	731 945	746 060
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	389 805	389 805	402 846
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	721 718	721 718	846 460
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	416 979	416 979	428 590
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	304 439	304 439	113 241
TOTAL GENERAL	**96 030 675**	**96 030 675**	**93 876 187**

Annexe 2 : Dépenses des Biens et Services à fin décembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses de biens et services		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	3 770 604	3 408 127	2 861 818
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 782 121	4 559 286	2 805 368
ASSEMBLEE NATIONALE	150 081	150 081	11 129
PRIMATURE	2 021 702	1 952 692	1 375 482
COUR CONSTITUTIONNELLE	47 610	47 610	20 826
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-		
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	21 137	21 137	7 591
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	3 715	3 715	
HAUTE COUR DE JUSTICE	22 524	21 899	14 650
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	7 956	7 956	7 956
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-		
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-		
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	325 961	204 511	44 406
MINISTERE DE LA JUSTICE	480 059	459 308	315 060
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	129 916	121 791	60 534
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	495 810	478 065	314 277
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	5 075 249	4 934 024	4 298 541
MINISTERE CHARGE DU DDRR	87 033	85 283	14 577
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	3 508 859	3 458 405	2 492 595
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 933 618	2 750 535	1 701 669
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	198 040	194 709	60 763

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	68 316	64 491	20 106
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	42 122	33 997	1 057
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 390 112	2 357 266	1 648 402
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	819 831	769 757	526 791
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	108 304	106 602	9 988
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	858 834	839 371	704 877
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	5 743 411	5 562 784	3 875 394
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	102 872	87 340	24 570
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	143 233	139 730	72 202
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	61 698	61 698	7 323
MINISTERE DE L'URBANISME	180 604	159 663	82 954
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	38 597	27 859	4 777
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	59 401	54 964	12 208
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	345 567	333 365	113 718
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	202 233	198 484	48 792
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	30 163	27 898	4 418
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	33 479	31 473	625
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	244 803	236 720	137 616
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	106 884	101 384	56 136
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	32 932	32 341	2 103
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	157 496	146 025	73 623
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	243 374	235 303	12 120
TOTAL GENERAL	**37 076 261**	**34 467 649**	**23 847 042**

Annexe 3 : Dépenses de Transferts à fin décembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses de transfert		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	15 287 107	14 747 917	13 566 786
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	111 250	95 000	95 000
ASSEMBLEE NATIONALE	8 610 629	8 610 629	8 610
PRIMATURE	1 119 943	1 119 943	700 006
COUR CONSTITUTIONNELLE	3 994	3 994	3 993
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	600 000	600 000	551 000
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	61 500	61 500	51 346
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	112 525	112 525	112 000
HAUTE COUR DE JUSTICE	-		

HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	213 000	213 000	213 000
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	3 100 000	3 100 000	3 100 000
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	65 625	65 625	56 250
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	-		
MINISTERE DE LA JUSTICE	184 050	177 050	162 622
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 735 000	1 108 000	835 433
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	229 243	217 000	207 000
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	155 449	155 449	118 713
MINISTERE CHARGE DU DDRR	277 438	277 438	172 995
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	263 750	263 750	218 237
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 120 468	976 869	586 152
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	884 900	834 900	554 382
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	147 050	147 050	147 050
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-		
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	422 000	422 000	422 000
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 636 551	2 622 043	1 944 862
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	160 915	160 915	135 915
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	103 701	103 701	86 200
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	1 671 429	1 671 429	411 452
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	334 560	334 560	247 940
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	277 326	277 326	60 834
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	1 939 837	1 914 609	655 588
MINISTERE DE L'URBANISME	191 025	191 025	116 844
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	49 275	49 275	33 125
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	175 000	175 000	105 176
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	100 800	100 800	67 200
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	1 987 500	1 987 500	1 745 171
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	162 250	162 250	134 375
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	130 000	130 000	59 568
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	1 695 254	1 694 254	1 568 037
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	87 500	87 500	64 644
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	650 710	650 710	650 000
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	88 250	88 250	33 524
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	350 000	200 000	148 333
TOTAL GENERAL	**47 496 804**	**45 910 786**	**30 151 363**

Annexe 4 : Dépenses d'Investissements sur ressources propres à fin décembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	228 251	216 291	84 413
ASSEMBLEE NATIONALE	46 236	46 236	
PRIMATURE	799 799	798 322	388 018
COUR CONSTITUTIONNELLE	7 875	7 875	5 199
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-		
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	5 900	5 900	
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-		
HAUTE COUR DE JUSTICE	-		
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	-		
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-		
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-		
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	102 180	101 784	
MINISTERE DE LA JUSTICE	150 895	150 895	35 494
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	63 176	63 176	44 099
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	-		
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	2 383 886	2 383 886	847 600
MINISTERE CHARGE DU DDRR	34 363	34 363	7 056
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	63 202	56 007	13 262
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 593 524	1 573 529	953 480
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	131 113	128 870	67 026
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	23 499	8 499	3 991
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	108 990	33 994	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	935 329	781 323	134 240
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	267 873	267 873	112 620
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	444 304	444 304	243 531
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	375 958	333 342	217 174
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	133 836	133 836	70 874
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	4 999	4 999	4 201
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	99 859	99 859	46 007
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	798 350	798 350	318 875
MINISTERE DE L'URBANISME	120 161	120 161	49 856

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	176 053	166 057	20 721
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	300 000	300 000	
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	750 000	650 000	477 361
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	16 065	16 065	4 200
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	28 341	28 341	4 620
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	55 833	41 333	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	511 673	487 655	288 677
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	69 466	69 466	23 442
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	494 663	494 663	475 372
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	235 678	235 678	73 654
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	468 557	416 751	154 455
TOTAL GENERAL	**12 029 889**	**11 499 683**	**5 169 518**

Exécution Budgétaire à fin décembre 2024

TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / MInistère	Prévisions Collectif	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	**Engagé**	**Ordonnancé**	**Payé**
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	37 058 380				3 770 604	3 408 127	2 861 818	15 287 107	14 747 917	13 566 786				19 057 711	18 156 044	16 428 604
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	10 153 461	3 588 245	3 588 245	3 554 706	5 782 121	4 559 286	2 805 368	111 250	95 000	95 000	228 251	216 291	84 413	9 709 867	8 458 822	6 539 487
ASSEMBLEE NATIONALE	9 947 175	185 010	185 010	243 809	150 081	150 081	11 129	8 610 629	8 610 629	8 610	46 236	46 236		8 991 957	8 991 956	263 548
PRIMATURE	5 420 919	1 342 478	1 342 478	1 228 255	2 021 702	1 952 692	1 375 482	1 119 943	1 119 943	700 006	799 799	798 322	388 018	5 283 922	5 213 435	3 691 761
COUR CONSTITUTIONNELLE	574 196	439 118	439 118	306 098	47 610	47 610	20 826	3 994	3 994	3 993	7 875	7 875	5 199	498 596	498 597	336 116
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	732 962	112 583	112 583	255 510	-			600 000	600 000	551 000	-			712 583	712 583	806 510
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	252 797	120 791	120 791	167 691	21 137	21 137	7 591	61 500	61 500	51 346	5 900	5 900		209 327	209 328	226 628
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	260 404	113 957	113 957	118 516	3 715	3 715		112 525	112 525	112 000	-			230 196	230 197	230 516
HAUTE COUR DE JUSTICE	23 869	-	-		22 524	21 899	14 650	-			-			22 524	21 899	14 650
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	436 662	172 345	172 345	283 877	7 956	7 956	7 956	213 000	213 000	213 000	-			393 301	393 301	504 833
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	3 500 000	602	602	1 365	-			3 100 000	3 100 000	3 100 000	-			3 100 602	3 100 602	3 101 365
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	65 625	-	-		-			65 625	65 625	56 250	-				65 625	
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	949 465	420 100	420 100	494 853	325 961	204 511	44 406	-			102 180	101 784		848 240	726 395	539 259
MINISTERE DE LA JUSTICE	4 654 584	3 800 551	3 800 551	4 265 745	480 059	459 308	315 060	184 050	177 050	162 622	150 895	150 895	35 494	4 615 555	4 587 804	4 778 921
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	4 976 568	1 439 054	1 439 054	1 450 498	129 916	121 791	60 534	1 735 000	1 108 000	835 433	63 176	63 176	44 099	3 367 146	2 732 021	2 390 564
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	4 310 269	3 584 870	3 584 870	2 745 355	495 810	478 065	314 277	229 243	217 000	207 000	-			4 309 922	4 279 935	3 266 632
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	43 160 959	36 354 042	36 354 042	35 992 688	5 075 249	4 934 024	4 298 541	155 449	155 449	118 713	2 383 886	2 383 886	847 600	43 968 626	43 827 401	41 257 542
MINISTERE CHARGE DU DDRR	639 147	195 677	195 677	159 195	87 033	85 283	14 577	277 438	277 438	172 995	34 363	34 363	7 056	594 512	592 761	353 823
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	13 864 665	8 679 618	8 679 618	8 717 444	3 508 859	3 458 405	2 492 595	263 750	263 750	218 237	63 202	56 007	13 262	12 515 429	12 457 780	11 441 538
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	14 885 712	5 517 693	5 517 693	4 790 158	2 933 618	2 750 535	1 701 669	1 120 468	976 869	586 152	1 593 524	1 573 529	953 480	11 165 303	10 818 626	8 031 459
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	18 862 828	602 000	602 000	611 737	198 040	194 709	60 763	884 900	834 900	554 382	131 113	128 870	67 026	1 816 053	1 760 479	1 293 908
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	866 772	999 840	999 840	493 680	68 316	64 491	20 106	147 050	147 050	147 050	23 499	8 499	3 991	1 238 705	1 219 880	664 827
MINISTERE DU TRAVAIL,DE L'EMPLOI	561 554	246 300	246 300	312 906	42 122	33 997	1 057	-			108 990	33 994		397 412	314 291	313 963
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	21 912 038	11 867 628	11 867 628	11 921 717	2 390 112	2 357 266	1 648 402	422 000	422 000	422 000	935 329	781 323	134 240	15 615 069	15 428 217	14 126 359
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 283 036	4 847 115	4 847 115	4 723 965	819 831	769 757	526 791	2 636 551	2 622 043	1 944 862	267 873	267 873	112 620	8 571 370	8 506 788	7 308 238
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 318 733	313 375	313 375	314 238	108 304	106 602	9 988	160 915	160 915	135 915	444 304	444 304	243 531	1 026 899	1 025 196	703 672
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	2 265 622	463 386	463 386	325 301	858 834	839 371	704 877	103 701	103 701	86 200	375 958	333 342	217 174	1 801 879	1 739 800	1 333 552
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	22 439 022	4 421 092	4 421 092	4 225 835	5 743 411	5 562 784	3 875 394	1 671 429	1 671 429	411 452	133 836	133 836	70 874	11 969 768	11 789 141	8 583 555
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	959 287	255 920	255 920	245 680	102 872	87 340	24 570	334 560	334 560	247 940	4 999	4 999	4 201	698 351	682 819	522 391
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	3 043 947	340 630	340 630	339 927	143 233	139 730	72 202	277 326	277 326	60 834	99 859	99 859	46 007	861 048	857 545	518 970
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	22 082 025	405 527	405 527	337 088	61 698	61 698	7 323	1 939 837	1 914 609	655 588	798 350	798 350	318 875	3 205 412	3 180 184	1 318 874
MINISTERE DE L'URBANISME	1 093 129	400 170	400 170	460 555	180 604	159 663	82 954	191 025	191 025	116 844	120 161	120 161	49 856	891 960	871 019	710 209
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	798 415	385 036	385 036	387 783	38 597	27 859	4 777	49 275	49 275	33 125	176 053	166 057	20 721	648 961	628 227	446 406
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	1 481 924	337 814	337 814	326 329	59 401	54 964	12 208	175 000	175 000	105 176	300 000	300 000		872 215	867 778	443 713
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	15 572 048	248 886	248 886	255 855	345 567	333 365	113 718	100 800	100 800	67 200	750 000	650 000	477 361	1 445 253	1 333 051	914 134
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	3 467 588	427 158	427 158	477 650	202 233	198 484	48 792	1 987 500	1 987 500	1 745 171	16 065	16 065	4 200	2 632 956	2 629 207	2 275 813
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	824 066	561 720	561 720	519 621	30 163	27 898	4 418	162 250	162 250	134 375	28 341	28 341	4 620	782 475	780 209	663 034
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	510 615	275 462	275 462	283 360	33 479	31 473	625	130 000	130 000	59 568	55 833	41 333		494 774	478 268	343 553
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	28 012 107	731 945	731 945	746 060	244 803	236 720	137 616	1 695 254	1 694 254	1 568 037	511 673	487 655	288 677	3 183 675	3 150 574	2 740 390
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	1 764 868	389 805	389 805	402 846	106 884	101 384	56 136	87 500	87 500	64 644	69 466	69 466	23 442	653 655	648 155	547 068
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	4 513 810	721 718	721 718	846 460	32 932	32 341	2 103	650 710	650 710	650 000	494 663	494 663	475 372	1 900 022	1 899 432	1 973 935
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 045 234	416 979	416 979	428 590	157 496	146 025	73 623	88 250	88 250	33 524	235 678	235 678	73 654	898 403	886 932	609 391
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	4 045 117	304 439	304 439	113 241	243 374	235 303	12 120	350 000	200 000	148 333	468 557	416 751	154 455	1 366 370	1 156 493	428 149
TOTAL GENERAL	**322 591 604**	**96 030 675**	**96 030 675**	**93 876 187**	**37 076 261**	**34 467 649**	**23 847 042**	**47 496 804**	**45 910 786**	**30 151 363**	**12 029 889**	**11 499 683**	**5 169 518**	**192 568 002**	**187 908 792**	**152 987 860**